

ZIMBABWE Rencontre avec Edmore, Fideline et l'Oncle Honest, de simples paysans du Mashonaland, qui témoignent de la situation dans leur pays, où la transition démocratique peine à se mettre en place.

L'illusion du bonheur

PAR MÉLINDA FANTOU | JOURNALISTE

Edmore, Fideline et l'oncle Honest¹ sont des gens ordinaires. Ils vivent sous la dictature du jusqu'aboutiste Robert Mugabe, à la tête d'un régime oppressif depuis plus de 29 ans. En décembre 2008, ils devaient faire face à l'épidémie de choléra et à la famine. Puis, le printemps est venu, le parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique, aussi. Et depuis le mois de février, le gouvernement d'union offre des miettes d'espoir à des millions de Zimbabwéens.

Décembre 2008

Il pleut depuis trois jours sur la campagne du Mashonaland occidental. Une pluie abondante inonde des terres habituellement tarées par un soleil de plomb.

Edmore esquisse un sourire. Ses 150 m² de maïs commencent à exhiber leurs feuilles vertes. « Il était temps, la pluie est arrivée avec deux semaines de retard. » Mais l'optimisme du vieil homme amaigri s'arrête là. La récolte n'aura lieu qu'au mois de mars. D'ici là, il doit faire vivre huit personnes. « Ye, ye, ye... tsss... » Assis sous sa hutte de terre, il trouve difficilement les mots pour expliquer son tourment. « On ne peut plus acheter de nourriture. Les magasins n'acceptent que des rands sud-africains ou des dollars américains. » Edmore est un millionnaire malchanceux : ses millions de dollars sont zimbabwéens. En attendant la récolte, il compte donc sur sa femme et ses deux fils. Mais le destin s'acharne. « Mon aîné est décédé d'un mal d'estomac ». Depuis le mois d'août 2008,

mourir d'un mal d'estomac, c'est mourir du choléra. Selon les derniers chiffres de l'Organisation mondiale de la santé, la maladie a déjà fait plus de 4 300 morts et 98 300 malades dans le pays. Fideline, la femme d'Edmore, travaille sur la ferme de Gideon Gono, le riche directeur de la Banque de réserve d'Harare, grand ami de Robert Mugabe. Elle ne reçoit aucun salaire, sinon 5 kg de pommes de terre par semaine. Depuis la petite ferme, on peut apercevoir l'exploitation de Gono : des choux, des tomates, du maïs... Un éden jalousement protégé du désert rampant qui l'entoure. L'Oncle Honest travaille, lui, pour la ferme voisine qui est occupée par d'anciens combattants pour l'indépendance du pays (1980). Le vieil homme chétif,

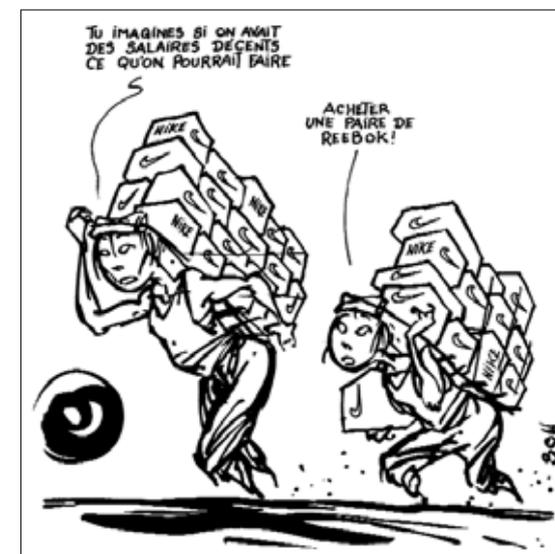
engoncé dans sa veste verte de tweed usé, occupe une case d'environ 6 m². Son salaire, c'est son loyer. L'Oncle Honest n'a pas le choix. S'il ne travaille pas sur la ferme, les vétérans l'expulseront définitivement. Il a 76 ans.

Mai 2009

Depuis le 13 février, Morgan Tsvangirai du Mouvement pour le changement démocratique a rejoint le gouvernement et partage le pouvoir comme premier ministre. Un gouvernement d'unité pour sauver un Zimbabwe à l'agonie ? De retour dans le pays, nous roulons chaotiquement à travers les herbes hautes qui ont recouvert la campagne zimbabwéenne pour retrouver Edmore et sa famille. Cinq mois ont passé. La pluie de décembre a laissé place à un soleil rasant et encore chaud qui couvre d'or le chemin tortueux menant à la ferme. L'Oncle Honest apparaît. Il danse, une bière à la main. Son haleine refoule une forte odeur de houblon. Les yeux gonflés de vieillesse, il offre un large sourire

édenté. « Tout va bien, je suis encore là ! » L'apparence d'un bonheur retrouvé est pourtant trompeuse. Edmore, qui revient de la messe, n'est pas aussi grisé. « Oui, il y a du changement. Mais... » Il n'a aucun moyen d'accéder aux dollars américains, l'unique devise acceptée depuis la dollarisation du pays en février. Les trillions de dollars zimbabwéens qu'il a entassés peuvent tout au plus lui servir de compost. Personne n'en voudra. Les magasins sont pourtant à nouveau pleins, la nourriture y est vendue en abondance. Edmore chasse sa morosité d'un revers de main. « Venez plutôt voir mes chèvres, j'en ai six ! » Si tout semble aller mieux dans les campagnes finit-il par expliquer, c'est parce que la récolte et les mises bas viennent de s'achever. Une de ses huttes est remplie de maïs et quatre chevreaux ont vu le jour. Mais pour Edmore, cela ne représente tout au plus que quelques mois de répit. Il sait que les démons de décembre n'attendent que l'épuisement des récoltes pour répéter leur danse macabre. I

D'UN COUP DE CRAYON La fête des enfants



Il y a vingt ans, le 20 novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait la Convention internationale des droits de l'enfant. Selon l'UNICEF, encore aujourd'hui près de 246 millions d'enfants travaillent.

1. Noms d'emprunt

Si la situation politique au Zimbabwe évolue, dans les campagnes, la population survit en devant faire face au choléra et à la difficulté de se procurer les devises nécessaires.



Le viol conjugal légalisé

AFGHANISTAN En mars, le Parlement a adopté une loi qui, de fait, légalise la pratique du viol conjugal, en déniaut aux femmes le droit d'accepter ou refuser les rapports sexuels avec leur époux. Un recul dramatique.

PAR ELISABETH HOFMANN | RÉSEAU GENRE EN ACTION

La légalisation du viol conjugal par le Parlement afghan a causé un tollé dans la presse internationale et a rappelé, comme le disait Rama Yade, alors Secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme, « les heures les plus sombres de l'histoire de l'Afghanistan ». Une nouvelle version du texte, légèrement amendé, a donc été adoptée et prévoit, apparemment, la possibilité pour la femme de refuser des relations conjugales « sur la base d'excuses légitimes et logiques ou avec la permission de son mari ». Si la notion d'« excuses légitimes et logiques » n'est pas très claire, la précision « avec la permission de son mari », elle, l'est déjà beaucoup plus : la femme a besoin de la permission de son mari pour refuser des relations sexuelles avec lui. Autant dire qu'elle ne peut pas s'opposer à sa volonté. A l'origine de cette loi, l'Ayatollah Mohammed Asef Mohseni apporte quelques précisions : « Les clauses sexuelles visent uniquement à assurer que les besoins sexuels des hommes sont satisfaits dans le cadre du mariage, parce que l'islam leur interdit de chercher satisfaction auprès d'autres femmes ». La loi viserait donc à faire de l'homme,

cet animal sujet à des besoins incontrôlables, un mari fidèle à son épouse. La loi serait faite pour le bien des femmes. « Pourquoi un homme et une femme devraient-ils se marier si les relations sexuelles ne sont pas nécessaires ? Ils sont alors comme frère et sœur », a-t-il précisé à l'Agence de presse Reuters, avant d'enfoncer le clou : « Un homme et une femme peuvent négocier à quelle fréquence il est raisonnable de coucher ensemble, en fonction des pulsions sexuelles de l'homme, et une femme a le droit de refuser si elle a une bonne raison ». Négocier « en fonction des pulsions sexuelles de l'homme » n'est-ce pas un peu biaisé ? Cerise sur le gâteau : « Si une femme dit non, l'homme a le droit de ne pas la nourrir », assène Mohammed Asef Mohseni. En résumé, elle peut refuser mais elle sera privée de nourriture. Car, comme chacun sait, l'alimentation est bien moins importante que la satisfaction des besoins sexuels des hommes. Cette loi n'est malheureusement que le sommet émergé de l'iceberg des reculs des droits des femmes. Et pas seulement en Afghanistan.

EN SAVOIR PLUS

Réseau Genre en Action
www.genreenaction.net
No peace without justice
www.npwj.org
(campagne de signatures en ligne)